



CERTIFIE ISO 9001

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

DIRECTION GENERALE

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°00/L/ASMI/FEICOM/DG/2024
DU 19 FEV 2024

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT, EXPERT FISCAL POUVANT ASSURER LE
CONSEIL FISCAL AUPRES DU FEICOM POUR LE COMPTE DES EXERCICES 2024, 2025
et 2026 DU FEICOM

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale en abrégé « FEICOM », Etablissement Public à caractère économique et financier depuis le décret 2018/635 du 31 octobre 2018 portant réorganisation du FEICOM, est l'instrument de promotion du développement économique local de l'Etat. Il est soumis au régime déclaratif des impôts, droits et taxes ainsi que des cotisations sociales en tant que redevable réel et légal dans le cadre du respect des obligations, fiscales, sociales et douanières. Ce système a pour conséquence, le droit de contrôle par l'Administration fiscale et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) qui peut induire les redressements par lesdites Administrations en cas de constatation des insuffisances ou omissions dans les éléments déclaratifs. Il peut en découler des prélèvements qui peuvent grever le budget de l'organisme et constituer ainsi une menace pour l'atteinte des objectifs stratégiques.

Pour éviter ce désagrément, l'Etablissement Public à caractère économique et financier qu'est le FEICOM, a opté de mettre en place un système de veille fiscale et sociale en s'entourant des services d'un Conseil fiscal.

Aussi, dans un souci de transparence et de bonne gouvernance, le Directeur Général du FEICOM, Maître d'Ouvrage, envisage un recrutement de Consultant Individuel à la suite du présent Avis qu'il fait publier.

II - OBJET DE LA MISSION

Le Directeur Général du FEICOM lance un Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Consultant Individuel, expert fiscal pouvant assister l'organisme aux fins du respect de ses obligations fiscales et sociales.

III- OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de cet Avis de sollicitation est la présélection des Conseils fiscaux techniquement qualifiés pour le suivi méthodique de la situation fiscale, douanière et sociale du FEICOM.

IV-CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt s'adresse aux Conseils d'expertise fiscale reconnus par l'Ordre National des Experts Fiscaux du Cameroun (ONECCA).

V – ETENDUE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La mission d'assistance fiscale devra démarrer par un état des lieux exhaustif et détaillé de la situation fiscale et sociale actuelle du FEICOM, suivie de recommandations dont l'application sera assurée par le Conseil fiscal. La mission d'assistance et de conseil sur la période définie sera menée en vue de garantir le respect des obligations fiscales et sociales conformément aux lois et règlements (internes et supranationales) en vigueur. Il assure ainsi de façon permanente, et pendant toute la durée de sa mission, l'interface entre le FEICOM et l'administration fiscale ainsi que celle en charge des cotisations sociales

Dans sa mission d'assistance et de conseil fiscal, le Conseil devra assurer pour le FEICOM :

- l'audit fiscal préalable à la mission d'assistance-conseil ;
- l'aide à l'accomplissement dans les délais de ses obligations déclaratives et de paiements des impôts, droits et taxes ainsi que les cotisations fiscales ;
- la prévention des insuffisances ou omissions dans les éléments déclaratifs et des paiements desdits prélèvements, et le cas échéant leur régularisation spontanée ;

-la veille fiscale à travers des contrôles sur pièces périodiques des éléments ayant servi de base au calcul des impôts, droits et taxes ;

-la veille fiscale permettant d'anticiper sur les changements futurs ;

-la formation et l'information systématique et permanente des personnels de la chaîne des recettes et des dépenses du FEICOM, sur les nouvelles dispositions fiscales impactant l'activité du FEICOM ;

- le conseil à titre préventif indépendamment de tout contrôle fiscal, pour toute transaction de l'entreprise ayant une incidence fiscale ;

-l'assistance en cas de vérification fiscale des opérationnels, et éventuellement pendant le contentieux, en cas de contestations des impositions ;

-la production d'un rapport d'audit fiscal un mois avant le début effectif des prestations d'assistance et de conseil fiscal ;

- la production mensuelle, trimestrielle, semestrielle de la situation fiscale et sociale de l'entreprise pendant toute la durée de la mission ;

- l'assistance dans toutes les opérations à caractère fiscale et sociale ;

-la production d'un rapport final à la fin de la période de la mission retraçant les activités menées ainsi que les recommandations y relatives.

VI- LES RAPPORTS

Ils devront être rédigés en langue française ou anglaise, spécifier tous les aspects précisés aux paragraphes qui précèdent « ETENDUE DES PRESTATIONS » pour le rapport final de fin de mission en inscrivant les termes de référence comme partie intégrante.

VII- LES RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu de la mission du Conseil fiscal :

- la production d'un état des lieux disponible avant le début de la mission d'assistance conseil sous forme de rapport d'audit fiscal ;

- la production des rapports mensuels détaillés sur les activités menées avec une consolidation semestrielle desdits rapports et toutes autres informations pertinentes y relatives ;

- le respect des obligations déclaratives et de paiements des impôts, droits et taxes ainsi que des cotisations sociales dans les délais ;

- toute absence de redressement en cas de contrôle ou tout au plus des rappels des droits minimes ;

- la production d'un rapport de fin de mission.

VIII- DUREE DE LA MISSION

La mission d'assistance et de conseil fiscal est prévue pour une durée de 36 mois correspondant à la période allant de 2024-2026.

IX- PROFIL DU CONSULTANT

Pour la réalisation de cette mission, le Consultant devra présenter les qualifications minimales suivantes :

- Etre régulièrement inscrit à l'ordre National des Conseils fiscaux du Cameroun ;

- Avoir une ancienneté de quinze (15) ans au moins en tant que Conseil fiscal agréé (fournir l'agrément) ;

- Etre un expert fiscal agréé CEMAC et assermenté (agrément délivré par l'Union des Etats de l'Afrique Centrale) ;

- Avoir conduit une mission d'audit financier des impôts locaux du Cameroun dans les trois dernières années ;

- Avoir conduit une mission de contrôle réglementaire des dispositions liées à la fiscalité au niveau de la sous-région Afrique Centrale.

- Avoir assuré le conseil et l'assistance fiscale dans un établissement disposant d'un effectif de cinq cent personnels au moins ;
- Avoir eu des prestations d'un montant cumulé de dix millions au cours d'une période continue de dix ans au moins

X- Critères de qualification ou d'évaluation

X.1 critères éliminatoires :

- a) Pièce du Dossier administratif restée absente ou non conforme 48 heures après le dépouillement des offres;
- b) Note technique inférieure à 80% ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) Absence d'agrément CEMAC ;
- e) Absence d'immatriculation à la Direction Générale des Impôts ;
- f) Absence de l'inscription à l'Ordre des Conseils fiscaux.

X.2 Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Consultant pour des missions similaires ;
- c) Références pour les missions connexes ;
- d) Moyens logistiques.

XI- Dossiers administratif et technique

Pour le Dossier Administratif, les pièces administratives suivantes sont requises :

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Une expédition des actes constitutifs du Conseil légalisée ;
- Un certificat de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- Une copie de l'attestation de conformité fiscale ;
- Un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la Commune, le quartier et le lieu-dit du domicile du Conseil ;
- Une attestation de non faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'entreprise ;
- Une attestation pour soumission CNPS.

** NB : Toutes les pièces administratives devront être datées de moins de trois mois.*

Pour le Dossier Technique, les documents ci-dessous doivent être produits :

a) Chaque Conseil fournira :

- Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins cinq (05) activités similaires réalisées au cours des cinq dernières années, présentant : le projet, le commanditaire, le coût des prestations, les procès-verbaux de réceptions ou de recette.
- Un Curriculum vitae signé et daté présentant ses qualifications et états de service ;
- Les moyens logistiques à disposition (moyens matériels, laptop et imprimante scanner etc.)
- Une copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé ;
- Une attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- Une attestation d'inscription à l'ordre professionnel.

Critères d'évaluation du Dossier technique

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Conseil dans les prestations similaires	Expérience dans les prestations similaires (5 projets et 5 pts par projet)	25 pts	55 pts
	Expérience du Chef de mission dans la mission d'assistance et le conseil fiscale d'une ancienneté de 12 ans au moins CV daté et signé	10pts	
Références du Conseil dans les prestations connexes	Expérience dans une mission d'audit financier des impôts locaux	21 pts	36 pts
	Adéquation des références des experts avec la mission (03 références/ par expert en rapport avec la mission)	15 pts	
Moyens logistiques	Mobiliers de bureaux (matériels informatiques et autres)	5 pts	5 pts
Présentation du Dossier	Respect de l'ordre d'apparition des critères d'évaluation	2 pts	4 pts
	Insertion du sommaire	1pt	
	Présentation générale de l'offre	1 pt	

XII. Financement

Les prestations objet du présent Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt seront financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale, Exercices 2024 et suivants.

XIII. Mention à inscrire :

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront parvenir en cinq exemplaires en français ou en anglais, sous pli fermé, à l'adresse ci-après, au plus tard le **19 MARS 2024** à 10 heures, avec la mention suivante :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°00/ASMI/FEICOM/CIPMI/ 2024 DU **19.FEV 2024** POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX D'EXPERTISE FISCALE, EN VUE DE LA MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL FISCAL AU FEICOM AU TITRE DES EXERCICES 2024, 2025 et 2026».

10- Adresse de dépôt des candidatures et renseignements complémentaires :

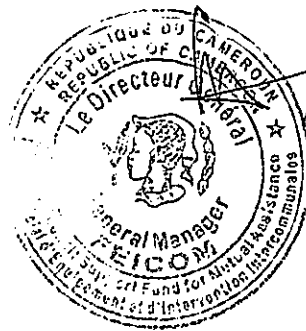
DIRECTION GENERALE DU FEICOM
Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine
(Service des Marchés et Approvisionnements), Porte 11, Poste 217
Quartier Mimboman
BP 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.565, Mimboman Yde 4^{ème}
Cameroun
Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- AFFICHAGE (pour information) ;
- Chronos/Archives.

Yaoundé, le 19 FEV 2024,

Le Directeur Général du FEICOM,



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



ISO 9001/14001 CERTIFIED

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

HEAD OFFICE

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 004/ASMI/FEICOM/DG/2024 OF
19 FEB 2024

FOR THE PREQUALIFICATION OF INDIVIDUAL CONSULTANCY EXPERT TO PROVIDE
TAX COUNSELLING TO FEICOM FOR THE 2024, 2025 and 2026 FINANCIAL YEARS

I. BACKGROUND AND RATIONALE

The Special Council Support Fund for Mutual Assistance, abbreviated "FEICOM, a public economic and financial establishment governed by Decree No. 2018/635 of 31 October 2018 on the reorganisation of FEICOM, is the instrument for the promotion of the local economic development of the State. It is subject to the declaration system for taxes, duties, levies and social contributions. As any real and legal debtor, it seeks to comply with its tax, social and customs obligations. As a result of this system, the tax authorities and the National Social Insurance Fund (NSIF) have the right to carry out checks, which may result in tax adjustments if the tax authorities find that there are inadequacies or omissions in the tax declarations. This can result in deductions that can strain the organisation's budget and undermine the achievement of its strategic objectives.

To avoid this inconvenience, FEICOM, a public economic and financial institution, has opted to set up a tax and social security monitoring system using the services of a tax expert.

II - PURPOSE OF THE ASSIGNMENT

The General Manager of FEICOM is launching a call for expression of interest for the recruitment of an individual tax consultancy expert to assist the organization in complying with its tax and social security obligations.

III. AIM OF THE ASSIGNMENT

The aim of this call for expression of interest is to short-list technically qualified expert to carry out a methodical monitoring of FEICOM's tax, customs and social security situation.

IV- CONDITIONS FOR PARTICIPATION_

This call for expression of interest is addressed to tax consultancy expert recognised by the National Order of Tax Experts of Cameroon (ONECCA).

V - SCOPE AND CONTENT OF SERVICES

This tax assistance assignment should begin with an exhaustive and detailed inventory of FEICOM's current tax and social security situation, followed by recommendations to be implemented by the firm. The assistance and consultancy mission over the defined period will be carried out with a view to ensuring compliance with the tax and social security obligations in accordance with the domestic and international laws and regulations in force. Throughout the duration of its assignment, the firm will act as a permanent interface between FEICOM and the tax and social security authorities.

As part of its assistance and tax consultancy role, the expert will help FEICOM to:

- Carry out the tax audit prior to the consultancy assignment;
- Carry out the timely fulfilment of its obligations to declare and pay taxes, duties and levies as well as to pay tax contributions;
- prevent shortcomings or omissions in the declaration and payment of such levies, and, where appropriate, their spontaneous regularisation;
- Monitor the taxes through periodic verification of the elements used to calculate taxes, duties and levies
- Provide tax monitoring to anticipate future changes;
- Provide systematic and ongoing training and information of FEICOM's revenue and expenditure staff on new tax provisions impacting FEICOM's business;
- Provide preventive counselling, independently of any tax audit, on all company transactions with a tax impact;

- Provide assistance in the event of tax audits of operations, and possibly during litigation, in the event of tax disputes;
- Produce a tax audit report one month before the effective start of tax counselling and assistance services;
- Monthly, quarterly or half-yearly production of the company's tax and social security status report throughout the duration of the assignment;
- Provide assistance with all tax and social security operations;
- Produce a final report at the end of the assignment period outlining the activities carried out and the related recommendations.

VI- REPORTS

The reports must be written in French or English, specifying all the aspects spelt out in the preceding paragraphs "SCOPE OF SERVICES" for the final report produced at the end of the assignment, including the terms of reference as an integral part thereof.

VII- EXPECTED RESULTS

The Tax expert's assignment is expected to produce the following outcomes:

- Production of a situational analysis before the start of the consultancy assignment in the form of a tax audit report;
- Production of detailed monthly reports of the activities carried out, alongside half-yearly consolidation of the said reports and all other relevant information relating thereto;
- Compliance with obligations relating to the timely declaration and payment of taxes, duties and social security contributions;
- Absence of any adjustment in the event of an audit, or at most minimal reminders of duties;
- Production of an end-of-assignment report.

VIII- DURATION OF THE ASSIGNMENT

The tax counselling and assistance assignment is scheduled to last for 36 months, from 2024 to 2026.

IX- CONSULTANT'S PROFILE

To carry out this assignment, the individual consultancy firm must have the following minimum qualifications:

- Be regularly registered with the National Order of Tax Councils of Cameroon;
- Have at least fifteen (15) years of experience as an approved tax advisor (provide approval);
- Be a CEMAC approved and sworn tax expert (approval issued by the Union of Central African States);
- Having led a financial audit mission of local taxes in Cameroon in the last three years;
- Having led a regulatory control mission of provisions related to taxation at the level of the Central Africa sub-region.
- Have provided tax advice and assistance in an establishment with a staff of at least five hundred staff;
- Have received benefits of a cumulative amount of ten million per year over a continuous period of at least ten years

X- Qualification or evaluation criteria

X.1 Elimination criteria:

- a) The administrative file remains incomplete or non compliant 48 hours after the opening of bids;
- b) Technical score below 70%;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Lack of CEMAC approval;

- e) Lack of registration with the Directorate General of Taxes;
- f) Absence of registration of the firm with the National Order of Tax Experts.

X.2 Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) The firm's references for similar assignments;
- c) References of key personnel;
- e) Logistical resources.

XI- Administrative and technical files

For the Administrative File, the following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- A copy of the founding documents of the firm;
- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by ARMP;
- A certified copy of the stamped registration certificate;
- A copy of the attestation of non-indebtedness;
- A location map signed on honour specifying the municipality, the neighbourhood and the locality of establishment of the firm;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Chamber of Commerce or the Court Registry of the place of the company's head office;
- A certificate of payment of NSIF dues.

** NB: All tax documents must have been issued within the last three months.*

For the Technical File, the following documents must be produced:

a) Each Firm should provide :

- A file of technical references containing the references of at least five (05) similar activities carried out within the last five (05) years, indicating the project, the client, the cost of the services, the acceptance reports or payment receipt
- A signed and dated curriculum vitae;
- Logistical resources available (material resources, laptop and scanner printer, etc.)
- A certified copy of the diploma;
- An attestation of presentation of the original diploma;
- An attestation of registration with the various professional orders.

Assessment criteria of the Technical File

<i>Evaluation criteria</i>	<i>Breakdown</i>	<i>Points</i>	
		<i>Number</i>	<i>Subtotal</i>
<i>References of the consultancy firm</i>	<i>Experience in similar services (5 projects and 5 points per project)</i>	<i>25 points</i>	<i>45 points</i>
	<i>Experience of the Head of mission in the assistance mission and tax advice with at least 12 years of seniority CV dated and signed</i>	<i>10 pts</i>	
	<i>Similar references with a cumulative amount of ten million per year over a continuous period of ten years</i>	<i>10 pts</i>	
<i>Skills and aptitudes of the staff presented by the firm</i>	<i>Experience in at least one financial audit mission of local taxes in Cameroon in the last three years</i>	<i>20 points</i>	<i>40 points</i>

	<i>Experience in at least one regulatory control mission of tax-related provisions in the Central Africa sub-region</i>	<i>20 points</i>	
<i>Logistical resources</i>	<i>Proof of possession of a Cabinet with work materials (computer and printer)</i>	<i>10 points</i>	<i>10 points</i>
<i>Presentation of the file</i>	<i>Respect of the order of appearance of the evaluation criteria</i>	<i>2 points</i>	<i>5 points</i>
	<i>Inclusion of the Table of contents</i>	<i>2 point</i>	
	<i>General presentation of the bid</i>	<i>1 point</i>	

XII. Funding

The services covered by this call for expression of interest will be financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance, Financial Year 2023 and following.

XIII. Indication to include:

Five (05) copies of the expression of interest files in a sealed envelope in French or English must reach the address below, no later than ~~19 MARS 2024~~ at 10:00 a.m. labelled as follows:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.00/ASMI/FEICOM/DG/2024 OF ~~19 FEV 2024~~ FOR THE PREQUALIFICATION OF INDIVIDUAL CONSULTANCY FIRMS TO PROVIDE TAX COUNSELLING TO FEICOM FOR THE 2024, 2025 and 2026 FINANCIAL YEARS

10- Address for submission of applications and further information:

FEICOM HEAD OFFICE

Financial Resource Mobilisation, Expenditures and Accounting Department (DMRFDC), Procurement and Supplies Service (SMA), Room 11, Extension 217

Mimboman neighbourhood,

P.O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.565 MIMBOMAN YDE IV

Cameroon

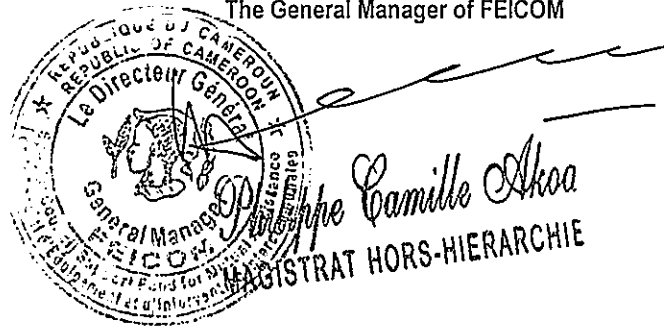
Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

C.c. :

- MINMAP ;
- ARMP (for publishing and archiving) ;
- Notice board (for information)
- Files/Archives

Yaounde, on 19 FEV 2024

The General Manager of FEICOM



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE